

Titre de l'action : E3D (établissement en démarche de développement durable)

Académie de Nancy-Metz

Lycée régional d'enseignement général et technologique Arthur Varoquaux rue Jean Moulin 54510 Tomblaine

Bilan de la démarche E3D pour l'année scolaire 2009 – 2010

Coordination d'un projet Agenda 21 : problèmes et perspectives

Juliette DESNOUES

Coordination d'un projet Agenda 21 : problèmes et perspectives

Depuis 2 ans, je suis en charge en tant que documentaliste de la coordination du projet Agenda 21 initié depuis quelques années par un collègue de géographie.

Les professeurs documentalistes travaillaient depuis le début en collaboration avec des professeurs à l'encadrement des élèves de seconde sur des recherches documentaires portant sur le développement durable, en particuliers en SVT dans le cadre des thèmes au choix ; les collègues de biologie avaient fait le choix de ce thème pour toutes les classes, ce qui nous permettait d'adosser nos séquences de formation des élèves à la démarche documentaire sur ces contenus et de toucher ainsi tous les élèves de seconde.

La nécessité d'une coordination s'est imposée lorsque le lycée est entré en 2008-2009 dans le cadre d'un audit initié par la Région et qui, partant d'un état des lieux, devait aboutir à la rédaction d'un plan d'actions pour lesquelles la Région s'engageait à un financement. Il s'agissait alors d'organiser la communication à l'interne, mais aussi avec la société d'audit qui encadrait le lycée dans la démarche. Il semblait également utile d'avoir un regard extérieur à une action particulière afin de permettre une plus grande cohérence de l'ensemble.

Deux années de fonctionnement me permettent d'évoquer un certain nombre de problèmes rencontrés dans cette tâche :

☞ la difficulté à mobiliser élèves et enseignants sur des projets, de façon générale et sur cette problématique en particulier.

En ce qui concerne les élèves, l'engagement dans des activités hors temps scolaire est de plus en plus difficile ; en témoigne le nombre de plus en plus faible d'élèves qui fréquentent les clubs ou ateliers, pourtant nombreux, qui sont proposés au lycée. (Pour rappel, notre lycée propose beaucoup de filières et les élèves viennent souvent de loin et sont donc peu disponibles en soirée).

Il semble qu'une activité, si elle n'est pas directement rentable (points supplémentaires au bac, voyages....), n'intéresse plus.

L'exemple du groupe d'élèves que nous avons essayé de mobiliser pour jeter les prémices d'un groupe actif d'éco délégués est très révélateur : les réunions du groupe étaient fréquentées tant qu'il s'agissait d'organiser le voyage à Fribourg. Le voyage passé, il ne restait presque plus personne.

Pour les enseignants, on constate une lassitude croissante : charges administratives supplémentaires, réforme du lycée, suppressions de postes...

De plus, il est clair que l'approche « développement durable » est analysée de façon critique par certains enseignants qui se refusent à entrer dans un discours officiel qui s'apparenterait à de la propagande.

☛ **L'importance des programmes, des référentiels ou des dispositifs**

Il y a 3 situations qui favorisent le travail, mais qui souvent ne suffisent pas à elles toutes seules :

- l'inscription de thèmes liés au développement durable dans les programmes des disciplines (ex en SVT),
- l'existence de référentiels qui évoquent des compétences, des savoirs faire qui pourront être travaillés (ex : méthodologie de projet en ST2S, en BTS),
- des dispositifs qui permettent le travail en groupes (ex : ECJS).

Les groupes qui fonctionnent le mieux cumulent au moins 2 de ces éléments facilitateurs. Cependant, il est manifeste que l'élément le plus handicapant est le hiatus entre le temps scolaire, court et segmenté et qui conduit à l'urgence perpétuelle et le temps de la mise en projet qui nécessite pauses, allers et retours et projections.

☛ **Des problèmes de communication récurrents inhérents à la taille de l'établissement :**

Tous les supports ont été envisagés pour informer la communauté scolaire des activités :

- Affichage sur un panneau dédié,
- Création d'un groupe de travail sur l'ENT Place du lycée,
- Diffusion des diaporamas sur le bilan de l'audit et sur la synthèse du plan d'action sur les écrans,
- Création d'un groupe « Eco délégués du lycée Varoquaux » sur Facebook ; cet outil a surtout servi aux élèves à passer des informations sur les dates et horaires des réunions.

Il ressort que le mode de communication qui reste le plus efficace passe par le contact direct : passer dans les classes, assister aux réunions du CVL, interpellé dans les couloirs ou ailleurs. Mais c'est aussi le plus chronophage...

☛ **Une démobilisation des équipes**

De l'équipe enseignante engagée dans le projet tout d'abord : qui s'essouffle du peu de relais qu'elle parvient à trouver auprès des autres collègues. De plus, les approximations liées à l'audit (report des échéances, fluctuation des moyens annoncés, manque de cadrage technique par la société d'audit) ont fini par décourager certains enseignants qui semblaient très intéressés au départ.

Les élèves quant à eux sont souvent déçus de ne pas voir se concrétiser des projets sur lesquels ils ont travaillé. Certes, ils envisagent bien l'idée de se projeter dans l'avenir et peuvent adhérer à la démarche citoyenne de participer au bien collectif, mais à force de délais retardés, de financements en suspens et de projets court-circuités, on rate là la possibilité de leur démontrer l'utilité de l'engagement personnel.

En conclusion et en guise de perspective, l'équipe devra trouver à la rentrée un nouveau souffle afin de poursuivre le projet.

La réforme du lycée jouera probablement un rôle dans cette évolution ; il semble que la problématique du développement durable soit inscrite dans la plupart des programmes de seconde : en géographie et en SVT, mais aussi dans les thèmes des enseignements d'exploration :

- **Biothéchnologies** : environnement : pollution, dépollution, amélioration de la production, contrôles de la qualité de l'eau, de l'air, du sol et des surfaces.
http://media.education.gouv.fr/file/special_4/74/1/biotechnologies_143741.pdf
- **Sciences et laboratoires** : atmosphère terrestre (air, eau), utilisation des ressources de la nature, modes de vie, prévention des pollutions
http://media.education.gouv.fr/file/special_4/74/3/sciences_laboratoire_143743.pdf
- **Santé social** : vivre ensemble sur un territoire (préoccupations environnementales)
http://media.education.gouv.fr/file/special_4/73/9/sante_social_143739.pdf
- **Méthodes et pratiques scientifiques** : Science et prévention des risques d'origine humaine (protection de l'environnement).
http://media.education.gouv.fr/file/special_4/74/9/methodes_pratiques_scientifiques_143749.pdf
- **Sciences économiques et sociales** : marché et prix : la pollution, comment remédier aux limites du marché
http://media.education.gouv.fr/file/special_4/73/5/sciences_economiques_sociales_143735.pdf
- **Economie et gestion** : nouveaux enjeux économiques : Développement durable : contrainte ou opportunité pour l'entreprise ? Les nouveaux comportements des consommateurs bio, déchets...
http://media.education.gouv.fr/file/special_4/73/7/economie_gestion_143737.pdf

Cependant, la réduction des horaires du tronc commun (ex en SVT : disparition des thèmes au choix en ½ groupes), la suppression des modules en histoire-géographie ne seront certainement pas de nature à favoriser les travaux sur projets.

Il faudra aussi à l'équipe suivre les projets rédigés dans le cadre du plan d'actions (mais encore maintenant l'incertitude règne quant aux modalités financières) et tenter de pérenniser l'existence d'un groupe d'éco délégués engagé et autonome.